

A young boy in a striped shirt is holding a small sapling, looking up with a smile. A man in a plaid shirt is kneeling beside him, supporting the tree. The background is a lush green park with trees and grass.

Actionnariat engagé 2017

FONDS DESJARDINS

L'année 2017 aura été fertile en changements de toutes sortes, et ce, tant sur les plans économique, politique que sur le plan social. Dans ce contexte de changements, l'actionnariat engagé demeure la pierre d'assise des Fonds Desjardins pour dialoguer avec les entreprises dans lesquelles ils investissent.

Éric Landry

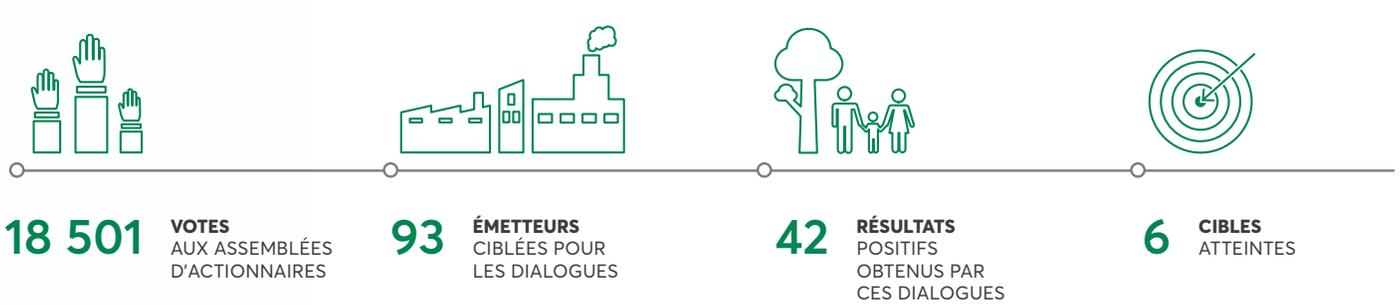
Chef de l'exploitation

Desjardins Société de placement

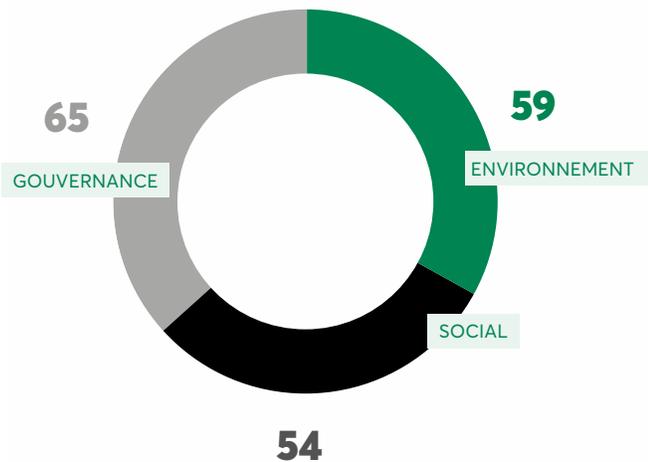
Mouvement Desjardins

Nos résultats en un coup d'œil

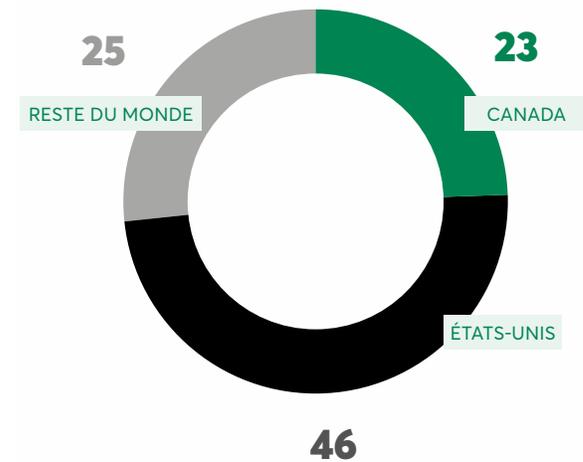
ACTIONNARIAT ENGAGÉ 2017*



RÉPARTITION DES INTERVENTIONS PAR TYPES D'ENJEU



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DIALOGUES



* Les données présentées correspondent à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, à l'exception des droits de vote, qui ont été exercés du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.

Mot du chef de l'exploitation

L'année 2017 aura été fertile en changements de toutes sortes, et ce, tant sur les plans économique, politique que sur le plan social. Dans ce contexte de changements, l'actionnariat engagé demeure la pierre d'assise des Fonds Desjardins pour dialoguer avec les entreprises dans lesquelles ils investissent.

Ce dialogue passe évidemment par l'exercice des droits de vote que nous confèrent nos investissements mais, aussi, par l'influence directe des gestionnaires de portefeuille auxquels nous avons recours pour modifier ou favoriser l'implantation des meilleures pratiques par les entreprises. Comme vous pourrez le constater à la lecture du présent rapport, au cours de la dernière année, nos gestionnaires de portefeuille ont échangé avec près de 100 entreprises différentes sur une variété de sujets propres à la situation de chacune. Il convient, par ailleurs, de souligner que tous les gestionnaires des Fonds Desjardins SociéTerre sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (PIR) de l'ONU. Ces principes promeuvent une vision d'investisseur à long terme, axée sur le développement durable. La quasi-totalité des gestionnaires des Fonds Desjardins est également signataire de ces principes.

Parmi les développements importants en 2017, on ne peut passer sous silence la publication, en juin, des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC). Ces dernières portent sur la divulgation, par les entreprises, d'informations relatives à l'environnement et aux changements climatiques. Elles engendreront une uniformisation de l'information et un alignement sur les besoins des investisseurs.

Ainsi, les intervenants de marché pourront mieux mesurer le profil des entreprises en matière de changements climatiques et s'attaquer aux risques y afférant. L'accès à une information de qualité était au cœur des demandes de nos gestionnaires de portefeuille lors de leurs échanges avec les dirigeants des entreprises.

En fin d'année, nous avons à nouveau bonifié notre gamme de fonds responsables avec le Fonds Desjardins SociéTerre Actions canadiennes. Ce nouveau fonds investit dans des actions de sociétés canadiennes gérant activement les impacts environnementaux et sociaux de leurs activités, grâce à une saine gouvernance.

En terminant, je désire vous remercier de la confiance que vous nous accordez, année après année. Vous nous motivez, chaque jour, à nous dépasser pour vous offrir des solutions distinctives, concurrentielles et à votre avantage. Ensemble, nous faisons une différence!



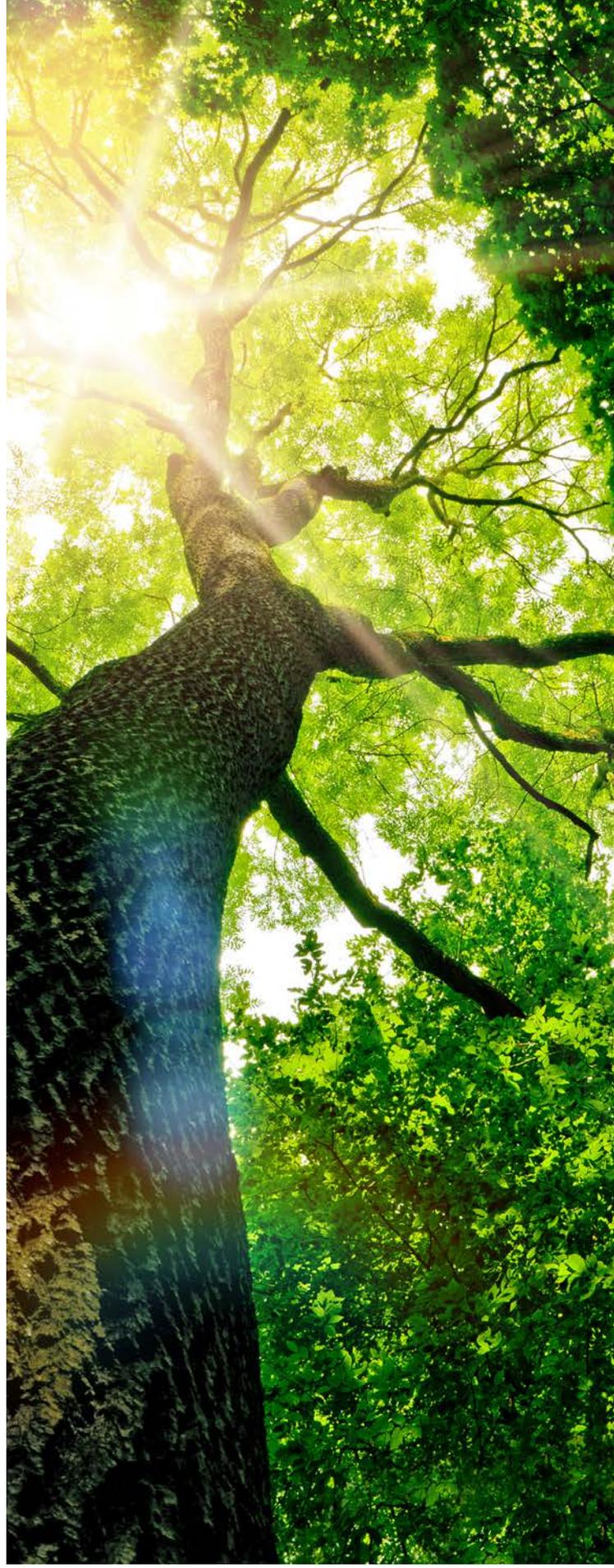
Éric Landry

Éric Landry
Chef de l'exploitation
Desjardins Société de placement
Mouvement Desjardins

Table des matières

Nos résultats en un coup d'œil	1	Le dialogue collaboratif : de plus en plus populaire	11
Mot du chef de l'exploitation	2	Propositions d'actionnaires	12
Table des matières	3	Politiques publiques	13
Notre vision de l'actionnariat engagé	4	Quelques enjeux sous la loupe	14
Les fonds Desjardins sont signataires des principes pour l'investissement responsable soutenu par l'ONU.....	5	Impax et les changements climatiques.....	15
Exercice du droit de vote	6	Clearbridge et la protection des renseignements privés.....	16
Liens utiles.....	6	Quelques dialogues sous la loupe	18
Faits saillants 2017.....	6	Améliorer la gouvernance d'une société peut prendre du temps!	19
La présence des femmes au sein des conseils d'administration.....	7	Une meilleure divulgation environnementale pour T-Mobile US.....	20
Tendances Nord-Américaines 2017.....	7	Améliorer les pratiques des émetteurs, une étape à la fois	21
Dialogue avec les émetteurs	8	Annexe	23
Répartition des interventions par types d'enjeux.....	8	Annexe : Sommaire des dialogues.....	23
Liste des enjeux abordés.....	9	Notes	32
Répartition géographique des dialogues.....	10		
Résultats des dialogues d'actionnaires.....	10		

Notre vision de l'actionnariat engagé



Les Fonds Desjardins souscrivent aux engagements et aux valeurs du Mouvement Desjardins, lesquelles prônent un développement économique respectueux des gens et de l'environnement, où « l'argent est mis au service du développement humain ». À ce titre, la gamme des Fonds et Portefeuilles SociéTerre nous permet de faire figure de chef de file dans le domaine de l'investissement responsable au Canada au moyen d'une approche rigoureuse, crédible et transparente. Conformément à notre politique d'investissement responsable¹ et à notre engagement envers les Principes pour l'investissement responsable, les Fonds Desjardins veillent à promouvoir des pratiques d'affaires et une gouvernance d'entreprise plus respectueuses des communautés et de l'environnement.

L'actionnariat engagé désigne l'ensemble des leviers par lesquels l'actionnaire intervient auprès des sociétés détenues en portefeuille afin de les influencer en faisant appel à ses droits et privilèges d'actionnaire :

- **L'exercice du droit de vote lors des assemblées d'actionnaires des sociétés;**
- **Le dialogue d'actionnaire en vue d'améliorer les pratiques d'affaires des entreprises;**
- **La proposition d'actionnaire soumise au vote de l'assemblée des sociétés;**
- **L'intervention auprès des gouvernements ou des agences réglementaires.**

Il est de notre devoir, en tant qu'investisseurs institutionnels, d'agir dans l'intérêt à long terme de nos bénéficiaires.

LES FONDS DESJARDINS² SONT SIGNATAIRES DES PRINCIPES POUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE SOUTENU PAR L'ONU³.

« Il est de notre devoir, en tant qu'investisseurs institutionnels, d'agir dans l'intérêt à long terme de nos bénéficiaires. C'est en cette qualité de fiduciaire que nous estimons que les questions environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) peuvent nuire à la performance des portefeuilles d'investissement (à divers degrés selon les entreprises, les secteurs, les régions, les catégories d'actifs et au fil du temps). Nous reconnaissons également que l'application de ces Principes est susceptible de mieux aligner les intérêts des investisseurs sur les objectifs généraux de la société.

Par conséquent, nous prenons les engagements suivants dès lors qu'ils sont en phase avec nos responsabilités fiduciaires :

- 1.** Nous intégrerons les questions ESG à nos processus décisionnels et d'analyse des investissements.
- 2.** Nous serons des actionnaires actifs et intégrerons les questions ESG à nos politiques et procédures en matière d'actionnariat.
- 3.** Nous demanderons, autant que faire se peut, aux entités dans lesquelles nous investissons de faire preuve de transparence concernant les questions ESG.
- 4.** Nous encouragerons l'adoption et la mise en œuvre des Principes dans le secteur des investissements.
- 5.** Nous coopérerons pour améliorer l'efficacité de notre mise en œuvre des Principes.
- 6.** Nous rendrons chacun compte de nos activités et des progrès accomplis concernant la mise en œuvre des Principes. »

Exercice du droit de vote

L'exercice du droit de vote est une activité qui permet aux Fonds Desjardins de se prononcer sur l'ensemble des questions soumises lors des assemblées d'actionnaires. Nous y accordons une attention particulière, car nous reconnaissons qu'il est de notre devoir de nous prononcer adéquatement et d'une manière cohérente en faveur des valeurs du Mouvement Desjardins sur l'ensemble des propositions soumises aux assemblées d'actionnaires des titres que nous détenons en portefeuille.

LIENS UTILES

Les Fonds Desjardins disposent d'une Politique régissant l'exercice des droits de vote par procuration⁴, laquelle s'applique à l'ensemble de ses fonds et portefeuille de placement. Conformément à nos obligations réglementaires, nous procédons à la divulgation annuelle⁵ de l'ensemble des votes que nous exerçons. La section Publications légales et financières⁶ de [fondsdesjardins.com](https://www.fondsdesjardins.com)⁷ présente la liste des Fonds Desjardins⁸ qui détiennent des actions avec droit de vote.

Voici quelques données et statistiques clés des droits de vote exercés pour la période du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017⁹ :

- Nous avons examiné 1 588 assemblées de sociétés par actions et 18 501 propositions soumises au vote des actionnaires, ce qui correspond à une augmentation de 20 %;
- 53 % de ces propositions concernaient l'élection des administrateurs;
- 4 % de ces propositions ont été soumises par des actionnaires plutôt que par la direction des sociétés;
- Nous avons voté en faveur des propositions soumises par la direction dans 63 % des cas, alors que nous avons appuyé 46 % des propositions soumises par les actionnaires.

FAITS SAILLANTS 2017

- Pour 43 % des candidatures d'administrateur, nous avons voté contre ou nous nous sommes abstenus¹⁰ de voter. C'est principalement le manque d'indépendance des candidats, alors que moins des deux tiers des membres du conseil d'administration sont indépendants, qui nous amène à voter contre une mise en candidature. Un nombre trop important de mandats extérieurs (si l'administrateur siège à plus de quatre conseils d'administration (CA) ou à deux conseils lorsqu'il est président d'un CA) est aussi une raison courante.
- Notre taux de vote contre les propositions consultatives sur la rémunération des dirigeants (say on pay) a été de 55 %. Nous nous opposons aux éléments de la rémunération lorsque nous jugeons qu'ils ne sont pas alignés sur l'intérêt des actionnaires ou de l'entreprise. Les raisons d'opposition les plus courantes sont des indemnités de départ jugées excessives, la présence d'options d'achat d'actions au sein des dispositifs de rémunération incitative et un taux de dilution global des actions destinées à la rémunération des dirigeants qui dépasse 10 %.
- Les Fonds Desjardins ont voté en faveur de 65 % des propositions d'actionnaire liées directement à l'enjeu des changements climatiques. Desjardins a notamment appuyé des propositions sur la mise en place de cibles de réduction des gaz à effet de serre GES, l'évaluation d'impact d'un scénario 2°C et l'élaboration de stratégies relatives aux changements climatiques.
- La politique des droits de vote des Fonds Desjardins reflète l'engagement de Desjardins envers le Club des 30 % (voir l'encadré de la section suivante). Les Fonds Desjardins ont voté contre le président du comité des mises en candidature ou du conseil d'administration de 49 sociétés en raison de l'absence d'administratrices au sein de leur CA. Nous votons effectivement contre le président du comité des mises en candidature¹¹ lorsque les candidatures ne comptent aucune femme et qu'elles contribuent au manque de diversité dans les CA.
- Desjardins a voté contre 44 % des auditeurs proposés, car ceux-ci étaient jugés non indépendants. Un auditeur est considéré comme indépendant lorsque la durée de son mandat est inférieure à 15 ans et que les honoraires d'audit représentent moins de 50 % des honoraires totaux reçus pendant l'année.

LA PRÉSENCE DES FEMMES AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Des études démontrent un lien positif entre l'amélioration du rendement d'une entreprise, la croissance économique et la représentation des femmes au sein des conseils d'administration et dans des postes de direction. Au Canada, la proportion de femmes dans les conseils d'administration est encore faible (voir le tableau ci-dessous). C'est pourquoi Desjardins s'est joint au Club canadien des 30 %¹², qui a pour mission d'inciter tant les présidents de conseil que les chefs de la direction ou présidents-directeurs généraux à atteindre un meilleur équilibre des sexes au sein de leur conseil et de la de haute direction. Pour atteindre une représentation de 30 % de femmes membres d'un conseil d'administration d'ici 2030, à partir de 2018, la moitié des nouveaux administrateurs devront être des femmes.

Proportion de femmes siégeant à un conseil d'administration par indice

Canada (composé TSX)	20,9 %
États-Unis (S&P 500)	22,1 %
Royaume-Uni (FTSE 100)	26,6 %
France	41,2 %

Source : ISS



TENDANCES NORD-AMÉRICAINES 2017

- Au Canada, les votes consultatifs sur la rémunération des dirigeants soumis aux assemblées¹³ demeurent en croissance. Il y en a eu 212 en 2017 contre 159 en 2016.
- Entre janvier et septembre 2017, 48 propositions d'actionnaires ont été votées au sein de 22 sociétés au Canada. Parmi celles-ci, on observe une augmentation des propositions en lien avec la gouvernance (rémunération et composition du conseil d'administration) par rapport à l'an dernier (22 en 2017 comparé à 6 en 2016). La seule proposition ayant obtenu un soutien marqué des actionnaires (plus de 70 %) est liée à la divulgation des résultats de vote en nombre et pourcentage. Par ailleurs, on s'attend à voir plus de démarches d'actionnaires en lien avec la proposition de candidats au conseil d'administration par les actionnaires et la diversité au cours des prochaines années.
- Aux États-Unis, la tendance se maintient en ce qui concerne le nombre d'entreprises adoptant la pratique de la proposition de candidats par les actionnaires (proxy access) au sein de leurs statuts et règlements. À l'automne 2017, 60 % des entreprises S&P 500 l'avaient adoptée.
- Toujours aux États-Unis, on dénombre 445 propositions d'actionnaires, dont seulement 61 ont reçu un appui majoritaire : 54 sont liées à la gouvernance; 6, aux questions environnementales et sociales et 1, à des éléments de nature administrative. L'appui des propositions d'actionnaires est toutefois demeuré relativement constant de 2016 à 2017. Les actionnaires semblent toujours préoccupés par les changements climatiques : 49 propositions ont été votées à cet effet, avec un appui moyen de 28 %, soit une augmentation de 5 % comparativement à 2016. En 2017, nous retrouvons également un nombre accru de propositions liées à l'équité salariale entre les sexes (10), soit un nombre identique au total observé en 2015 et en 2016.

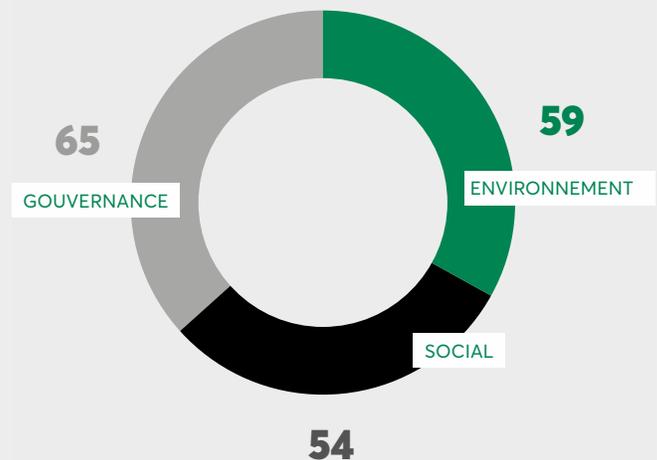


Dialogue avec les émetteurs

Le dialogue vise à communiquer avec des émetteurs dont les titres sont détenus dans un portefeuille en vue d'influencer leurs pratiques de responsabilité sociale. Annuellement, les Fonds Desjardins, en collaboration avec les gestionnaires de portefeuille de leur gamme de produits SociéTerre, évaluent les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) auxquels sont exposés leurs produits de placement. Suivant cette analyse, ils mettent en place un programme de dialogue dont l'objectif est d'améliorer les pratiques d'affaires des émetteurs en fonction des risques ESG auxquels elles sont exposées. Ainsi, selon leur industrie, leur modèle d'affaires et leurs lieux d'exploitation, différents types de risques sont analysés et traités avec les émetteurs.

Le dialogue vise à communiquer avec des émetteurs dont les titres sont détenus dans un portefeuille en vue d'influencer leurs pratiques de responsabilité sociale.

RÉPARTITION DES INTERVENTIONS PAR TYPES D'ENJEUX



93 émetteurs ont été contactés en 2017.

LISTE DES ENJEUX ABORDÉS

Enjeux	Thèmes	Exemples
Environnement	Changements climatiques	Émissions de gaz à effet de serre, résilience face aux changements climatiques
	Utilisation des ressources naturelles	Protection de la biodiversité, approvisionnement en eau
	Pollution et déchets	Émissions polluantes, durabilité des produits, gestion des déchets électroniques
	Opportunités environnementales	Approvisionnement en énergie renouvelable, efficacité énergétique
Social	Capital humain	Sous-traitants, santé et sécurité au travail, développement des compétences
	Responsabilité face aux produits et services	Protection des renseignements privés, approvisionnement responsable, fiabilité des produits
	Acceptabilité sociale	Gestion des impacts sur les communautés
	Opportunités sociales	Accès à une alimentation de qualité, médicaments pour les maladies à forte incidence; accès à des services financiers de base
Gouvernance	Gouvernance d'entreprise	Diversité, indépendance et expertise des conseils d'administration, rémunération des dirigeants, droits des actionnaires, divulgation financière et extra-financière
	Pratiques de gouvernance	Stratégie fiscale agressive, corruption, lobbying

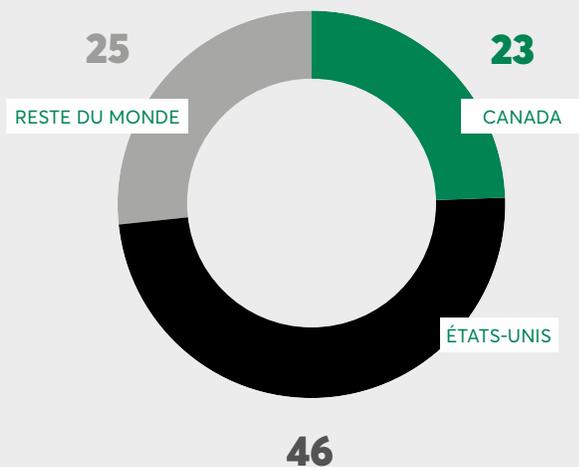
Pour les Fonds Desjardins SociéTerre, le gestionnaire et les sous-gestionnaires de portefeuille sont chargés de mener les dialogues au nom des membres et clients dans une optique de gestion de placement intégrée :

- Desjardins Gestion internationale d'actifs;
- Impax Asset Management;
- Mirova;
- ClearBridge Investments.

Pour les Portefeuilles SociéTerre, les dialogues sont menés par l'entremise des fonds sous-jacents qui les composent. Outre les Fonds Desjardins SociéTerre, les Portefeuilles SociéTerre sont constitués de Fonds Éthiques NEI pour lesquels Placements NEI assume directement la responsabilité des activités d'engagement.

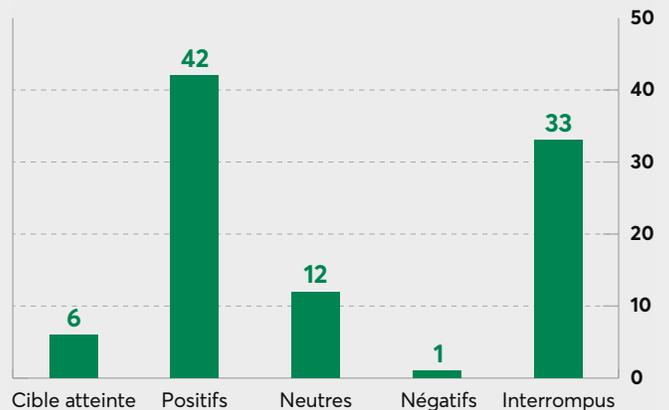
Au total, les Fonds Desjardins ont ainsi communiqué avec près d'une centaine d'émetteurs répartis autour du globe pour discuter d'une grande diversité de sujets.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DIALOGUES



En plus d'avoir contribué à la réalisation d'un grand nombre d'interventions, nous constatons que plus de la moitié des dialogues faits au nom des Fonds Desjardins s'inscrivent dans une dynamique positive ou ont atteint leur cible.

RÉSULTATS DES DIALOGUES D'ACTIONNAIRES



Une évaluation positive correspond à une bonne réceptivité de l'entreprise visée, alors que l'indication neutre témoigne d'une réceptivité plus limitée. Une marque négative signifie que l'entreprise a tout simplement refusé de modifier ses pratiques ou qu'elle refuse systématiquement d'échanger avec l'actionnaire. La cible atteinte signifie, quant à elle, que l'entreprise a répondu adéquatement à une demande très précise d'un gestionnaire de portefeuille.

Quant aux dialogues interrompus en 2017, il ne s'agit pas nécessairement de résultats négatifs. Ils l'ont souvent été en raison des changements effectués dans la composition des fonds ou des portefeuilles. Ainsi, le retrait du Fonds d'actions canadiennes Éthique NEI et du Fonds Spécialisés d'actions Éthique NEI des Portefeuilles SociéTerre représente plus de la moitié des dialogues interrompus présentés dans ce rapport.

L'ensemble des entreprises ayant fait l'objet d'un dialogue est répertorié à l'annexe 1.

Le dialogue collaboratif : de plus en plus populaire

Au cours des dernières années, les stratégies d'engagement avec les émetteurs ont beaucoup évolué. D'une part, l'intégration des considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans la gestion quotidienne des investissements a amené un plus grand nombre d'investisseurs à questionner les émetteurs sur ces enjeux, que ce soit dans le cadre d'un programme formel de dialogue ou lors des rencontres habituelles que les gestionnaires de portefeuille et les analystes financiers peuvent avoir avec les dirigeants des émetteurs.

Alors qu'historiquement, les détenteurs d'actifs responsables comme les communautés religieuses dictaient l'agenda des dialogues entre eux, on constate l'émergence d'une communauté plus large d'investisseurs qui décident de mettre en commun leurs expertises et leurs efforts pour influencer les émetteurs sur des enjeux plus ciblés et d'une grande importance pour ceux-ci. Les Principes pour l'investissement responsable jouent aussi un rôle dans l'essor des activités de dialogue en coordonnant la mise en place de groupes de dialogues collaboratifs.

Les dialogues collaboratifs vont souvent cibler un enjeu et viser un nombre limité d'émetteurs pour lesquels il représente un élément sur lesquels ils peuvent avoir une influence directe. Pour chaque émetteur, un nombre restreint d'investisseurs mènera la discussion au nom des autres investisseurs, chaque investisseur étant appelé à intervenir auprès d'un émetteur. La collaboration permet de cumuler les actifs des investisseurs et ainsi d'augmenter leur influence auprès des émetteurs et aussi de cibler un plus grand nombre d'émetteurs pour chaque investisseur membre de la coalition.

En 2017, quelques initiatives ont retenu l'attention de nos gestionnaires et devraient mener à des engagements concrets de la part des émetteurs de titres.

- Climate Action 100+¹⁴ est une initiative quinquennale menée par des investisseurs afin de collaborer avec les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au monde. Son objectif est d'améliorer la gouvernance sur les changements climatiques, réduire les émissions et renforcer les informations financières liées au climat.
- L'initiative FAIRR¹⁵ vise à faciliter la collaboration des investisseurs avec les entreprises sur les questions clés relatives à l'élevage industriel.
- RE100¹⁶ est une initiative globale et collaborative réunissant plus de 100 entreprises influentes engagées dans l'électricité 100 % renouvelable, qui travaillent pour augmenter massivement la demande et la livraison d'énergie renouvelable.



Propositions d'actionnaires

Parmi les droits et privilèges des actionnaires, la proposition d'actionnaire peut être un moyen de sensibiliser une entreprise et l'ensemble de ses actionnaires à une problématique ESG particulière. Cette activité consiste à formuler une recommandation non contraignante, c'est-à-dire qui ne prescrit pas une action directe qui entrave l'exercice des dirigeants de l'entreprise, qui sera soumise à l'ensemble des actionnaires de l'entreprise. Même si ces propositions prennent, le plus souvent, la forme d'une recommandation exigeant que soit divulgué plus d'information aux actionnaires, il n'en demeure pas moins qu'une fois soumise dans les règles de l'art, une proposition doit être incluse dans la circulaire de l'entreprise et rejoindre l'ensemble des actionnaires.

Cette option est habituellement utilisée par les investisseurs lorsqu'un dialogue s'avère infructueux afin d'obliger l'entreprise à se positionner sur un enjeu lors de son assemblée. Il arrive aussi qu'une fois soumise, une proposition d'actionnaire puisse servir de levier de négociation auprès d'une entreprise afin d'implanter une nouvelle mesure avant même la tenue de l'assemblée.

Cette année, aucune proposition d'actionnaire n'a été soumise par les Fonds Desjardins. Ils se sont toutefois prononcés sur plusieurs propositions soumises par d'autres investisseurs dans le cadre de l'exercice du droit de vote.



Politiques publiques

Tout au long de l'année 2017, les Fonds Desjardins ont été associés à des activités de représentation afin d'influencer positivement les instances législatives et réglementaires concernant l'investissement responsable et la pérennité de notre système économique.

Desjardins est devenu signataire de la déclaration d'investisseurs obligeant les conseils d'administration et les équipes de direction à avoir 30 % de femmes d'ici 2022¹⁷. Cette déclaration s'inscrit dans la continuité des efforts canadiens pour une meilleure représentation des femmes. La politique de droit de votes des Fonds Desjardins contient d'ailleurs des éléments visant à favoriser une meilleure représentation.¹⁸

Desjardins a aussi signé la *Déclaration d'investisseurs institutionnels sur les risques financiers liés aux changements climatiques*.¹⁹ En lien avec cette démarche, un représentant de Desjardins a rencontré l'Autorité des marchés financiers pour discuter de l'amélioration de la divulgation des émetteurs face à ces risques.

Desjardins a aussi participé à l'élaboration des Principes pour la Finance à Impact Positif²⁰, dans le cadre de l'Initiative Finance du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-FI). Les Principes constituent un guide pour identifier, analyser, et rendre publics les impacts économiques et environnementaux des produits et des services offerts par les institutions financières et les investisseurs. Leur caractère innovant réside dans l'exigence d'une évaluation globale des impacts positifs et négatifs de la finance sur le développement économique, le bien-être humain et l'environnement.

Nos gestionnaires de portefeuille ont aussi été actifs dans ce domaine avec entre autres des activités menées par Placements NEI auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, de British Columbia Securities Commission et de Alberta Securities Commission pour favoriser une meilleure divulgation des risques liés aux changements climatiques par les émetteurs. Placements NEI a aussi discuté avec Sustainability Accounting Standards Board (SASB) concernant l'élaboration de normes en matière d'information sur les questions ESG importantes dans les secteurs du pétrole et du gaz, des mines, des finances et des biens de consommation.

Impax Asset Management a aussi été actif dans la promotion d'une meilleure divulgation des risques liés aux changements climatiques par les émetteurs. Impax a été un des premiers signataires d'une déclaration demandant aux leaders des pays du G7 et du G20 de respecter l'accord de Paris et de donner suite aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC).

(Voir le texte dans la section suivante)

Tout au long de l'année 2017, les Fonds Desjardins ont été associés à des activités de représentation afin d'influencer positivement les instances législatives et réglementaires concernant l'investissement responsable et la pérennité de notre système économique.

Quelques enjeux sous la loupe



IMPAX ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Pourquoi les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) sont-elles dans l'intérêt de tous les investisseurs

La firme Impax est fière d'être l'une des premières signataires de la déclaration soutenant les recommandations du GIFCC. Plus de 360 investisseurs dont les actifs sont supérieurs à 19 billions de dollars ont écrit aux leaders des pays du G7 et du G20 pour leur demander de soutenir l'accord de Paris, l'avenir de l'énergie propre et les travaux du GIFCC.

Le déploiement des recommandations du GIFCC est une étape importante de l'internalisation des risques systémiques émergents des changements climatiques par le système financier international. Établi en 2015 et coprésidé par le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, et l'investisseur et philanthrope Mike Bloomberg, le GIFCC géré par l'industrie vise à « promouvoir des décisions plus éclairées en matière d'investissement, de crédit et de souscription d'assurance ». Son objectif est de « permettre aux intervenants de mieux comprendre la concentration des actifs liés au carbone dans le secteur financier et les expositions du système financier aux risques liés aux changements climatiques ».

Le GIFCC a élaboré quatre grandes recommandations portant sur les éléments centraux de l'organisation d'une entreprise : i) gouvernance, ii) stratégie, iii) gestion des risques et iv) indicateurs et cibles. Chacune d'elles est appuyée par des approches spécifiques dont les entreprises peuvent se servir pour évaluer les risques liés au climat, puis fournir de l'information à leur sujet. Ces recommandations sont conçues de manière à offrir aux entreprises et à leurs investisseurs un cadre facultatif commercialement réalisable pour améliorer leur divulgation financière liée au climat. Les rapports préparés en réponse aux recommandations devraient donc expliquer en détail aux investisseurs les risques climatiques auxquels leurs titres individuels et leurs portefeuilles sont exposés. Ils les encourageront ainsi à mieux évaluer les risques dans leurs décisions en matière d'investissement.

Depuis presque 20 ans, Impax veille à mieux faire comprendre aux investisseurs tant les conséquences physiques directes des changements climatiques que les risques réglementaires découlant de l'exposition financière aux entreprises présentant des risques liés au carbone. Nous avons été l'un des premiers gestionnaires de placement à concevoir une méthode pour mesurer les risques liés aux changements climatiques au moyen d'une approche par scénarios pour la tarification du carbone, qui est maintenant recommandée par le GIFCC. Nous analysons le risque économique des principaux titres de l'indice MSCI Monde énergie et calculons les anomalies prévues dans l'évaluation de ceux potentiellement touchés. Ces anomalies servent d'indicateurs du niveau approprié de réallocation de chaque titre de nos modèles de « carbone intelligent ». Nous avons également recommandé que les investisseurs se renseignent davantage auprès des entreprises d'énergies fossiles. Nous leur suggérons de plus de communiquer avec les organismes de réglementation pour demander des informations additionnelles sur les risques liés aux changements climatiques auxquels les entreprises sont exposées.

Nous encourageons les entreprises dans lesquelles nous investissons à adopter les lignes directrices du GIFCC pour améliorer la qualité de leur gouvernance quant aux enjeux que représentent les changements climatiques. Nous leur recommandons de plus de mieux comprendre et gérer les risques et les occasions liés à ceux-ci.

Les changements climatiques représentent le plus grand défi du 21^e siècle pour les entreprises. Même si celles qui prennent des mesures concrètes pour lutter contre les risques climatiques n'obtiendront pas toutes du succès, celles qui ne le font pas mettront leur avenir commercial davantage à risque.

Source : Impax Blog, 29 juin 2017 (<https://www.impaxam.com/media-centre/impax-blog/2017/06/29/why-tcf-recommendations-are-interests-all-investors>) consulté le 26 février 2018 (en anglais seulement).

CLEARBRIDGE ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PRIVÉS

Le Règlement général sur la protection des données de l'Union européenne²¹ est entré en vigueur en mars 2018. Ses principes fondamentaux sont d'accorder aux consommateurs le droit de transférer des données (possibilité de transférer des données personnelles standardisées d'une entreprise à une autre), d'assurer la confidentialité des données personnelles et de tenir responsables les entreprises qui traitent des données personnelles. Certaines entreprises ont signalé que ce règlement en incitera plusieurs à entreposer leurs données localement (dans un centre de données ou sur place, mais dans la même région) et à créer ainsi davantage d'interconnexions. Cette question touche également le cœur de l'intelligence artificielle, car elle pousse les entreprises à collecter le plus de données possible (ce qui représente des risques directs en matière de sécurité et de confidentialité des données). Apple est à l'avant-garde dans ce domaine. Par exemple, les données biométriques récoltées à partir de la reconnaissance faciale par son nouvel iPhone X sont toujours conservées localement et ne sont jamais envoyées dans le nuage (contrairement aux pratiques de ses concurrents du secteur des mégadonnées).

La cybersécurité est devenue un problème de plus en plus important pour les entreprises de services financiers et de paiement. Bien qu'elles ne divulguent généralement pas les sommes qu'elles dépensent pour la cybersécurité, la plupart indiquent n'avoir aucune limite quant aux ressources disponibles pour protéger leurs données et celles de leurs clients. L'impossibilité de protéger les données de ses clients pourrait être catastrophique pour une entreprise telle que Visa, dont le modèle d'affaires est fondé sur l'offre de transactions sécurisées aux consommateurs.

Visa continue d'innover pour réduire le nombre de transactions frauduleuses (environ 6 pb du volume de transactions). Ses investissements lui permettent d'analyser jusqu'à 500 éléments de données en moins d'une milliseconde pour chaque transaction. Afin de diminuer les risques liés aux transactions en ligne et en personne, elle a investi dans de nouvelles technologies, notamment la biométrie et la géolocalisation, en plus de ses investissements de plus longue date dans les puces EMV et la segmentation en unités des comptes.

Presque toutes les cartes Visa dans le monde sont munies d'une puce EMV (qui sécurise les données et crée des codes à usage unique pour chaque transaction), et un nombre croissant d'émetteurs et de marchands se servent du Service de jetons Visa pour la sécurisation des données. De plus, Visa continue d'investir dans des technologies, comme la biométrie et la géolocalisation, pour associer les transactions aux consommateurs et à leur appareil. Ces initiatives aident à limiter les activités frauduleuses (50 % des fraudes sont issues du commerce électronique et des paiements à distance, 33 %, des cartes contrefaites et 8 %, du piratage de comptes). Afin de protéger son réseau VisaNet et les données des clients de ses partenaires, Visa continuera d'investir dans les technologies. Une importante défaillance de la sécurité des données pourrait nuire à sa réputation, à sa marque et à sa valeur.

Le changement de la réglementation européenne a des répercussions sur la sécurité des paiements et des données, mais surtout pour les banques. En janvier, la première phase de la Directive sur les services de paiement 2 est entrée en vigueur en Europe. Cette nouvelle directive oblige les banques à donner accès aux données des clients à des tiers. Elle créera certains enjeux en matière de sécurité des données pour les banques (qui seront probablement tenues responsables lorsque des tiers n'arriveront pas à sécuriser les données de leurs clients). Elle pourrait aussi représenter un défi pour certains utilisateurs actuels de l'écosystème des paiements. Visa n'est pas visée par des menaces incrémentielles à la sécurité des données, mais les paiements par carte pourraient devenir moins lucratifs pour les émetteurs et les banques si les paiements entre comptes deviennent une solution de rechange viable. Visa et Mastercard pourraient toutefois faciliter certains de ces paiements entre comptes dans certains marchés. Visa pourrait, par exemple, emboîter le pas à Mastercard et accroître les services de Visa Direct pour s'arrimer davantage avec les services Vocalink de Mastercard.

Cette information est fournie à la demande de Desjardins. Elle ne devrait pas servir de seule base à la prise de décision en matière de placements. Elle est fournie à titre indicatif seulement et ne devrait pas être considérée comme une recommandation.



Quelques dialogues sous la loupe

18



Améliorer la gouvernance d'une société peut prendre du temps!

L'engagement actionnarial ne donne pas des résultats immédiats. Avec Mitel (Fonds spécialisé d'actions Éthique NEI), Placements NEI a su faire preuve de patience pour atteindre ses objectifs.

Notre engagement auprès de Mitel est un long dialogue portant sur l'amélioration de ses pratiques de gouvernance et de sa divulgation concernant les critères ESG. Nous avons d'abord rencontré son PDG en 2014 pour inciter l'entreprise à améliorer sa divulgation en matière de développement durable. Mitel a récemment acquis Aastra, qui, selon nous, a mis en place de bonnes pratiques et une divulgation appropriée relativement au développement durable pour une société informatique de petite taille. Nous souhaitons savoir si Mitel avait l'intention d'adopter certaines des meilleures pratiques d'Aastra dans ses activités. Nous lui avons ensuite communiqué notre ligne directrice sur le vote par procuration pour lui montrer ce que nous considérons comme de bonnes pratiques de gouvernance de même que des exemples de bonnes pratiques en matière de divulgation concernant les critères ESG et d'engagement envers la responsabilité sociale des entreprises dans le domaine des TI.

Nous avons poursuivi notre dialogue sur ces sujets avec Mitel en 2015 alors qu'elle connaissait une croissance rapide de sa taille et de son empreinte grâce à plusieurs fusions et acquisitions. Cette croissance a révélé que la priorité de Mitel devait être la mise en place de correctifs pour régler des enjeux de gouvernance prioritaires pouvant allumer des voyants rouges dans les portefeuilles des investisseurs. Ces enjeux comprenaient notamment la diversité et l'indépendance du conseil d'administration

et de bonnes pratiques de rémunération. En septembre 2016, nous avons écrit à Mitel pour commenter notre vote par procuration lors de son assemblée annuelle de 2016. Nous nous sommes alors abstenus de voter pour plusieurs administrateurs en raison de nos préoccupations quant à l'indépendance du président et du conseil. Cette année-là, Mitel a adopté de plein gré un vote consultatif sur la rémunération des cadres, et nous reconnaissons son engagement à améliorer sa gouvernance.

Malgré ses efforts considérables pour améliorer son processus de nomination, Mitel n'était toujours pas parvenue à recruter des administratrices. Nous l'avons encouragée à adopter une politique officielle en matière de diversité de son conseil et à améliorer sa divulgation sur son approche en cette matière. Avant la publication de sa circulaire de procuration de 2017, nous avons rencontré ses dirigeants pour les inciter à améliorer sa divulgation afin de démontrer son engagement à accroître la diversité au sein de son conseil, notamment à la lumière des préoccupations à l'égard d'une plus grande mixité des genres dans le domaine des TI. Nous les avons également encouragés à adopter certaines bonnes pratiques de gouvernance en matière de rémunération, comme l'intégration d'indicateurs de performance à sa structure de rémunération à long terme des cadres et la mise en place d'un mécanisme de récupération.

Nous avons été heureux d'apprendre dans sa circulaire de procuration publiée en mars 2017 que Mitel a réussi à recruter une administratrice hautement qualifiée au sein de son conseil. Nous avons également été satisfaits d'y constater la révision de son régime d'intéressement à long terme pour y inclure 50 % d'indicateurs fondés sur la performance et la mise en place d'un mécanisme formel de récupération. En avril 2017, pour la première fois, nous avons pu appuyer toutes les candidatures aux postes d'administrateur chez Mitel ainsi que son régime de rémunération des cadres.



UNE MEILLEURE DIVULGATION ENVIRONNEMENTALE POUR T-MOBILE US

Bien que Desjardins Gestion internationale d'actifs (DGIA) soit un acteur beaucoup plus important au Canada qu'aux États-Unis, il n'en demeure pas moins que ses interventions d'investisseurs engagés peuvent avoir une influence appréciable au sud de la frontière. Ce fut notamment le cas avec T-Mobile US Inc., l'un des principaux acteurs de la téléphonie mobile aux États-Unis, qui dessert plus de 70 millions d'Américains.

Dans le cadre d'une initiative destinée à accroître la qualité de la divulgation environnementale des sociétés faisant partie du Fonds Desjardins SociétéTerre Environnement, DGIA a contacté le conseil d'administration de l'entreprise au second trimestre de 2016. Par la suite, plusieurs entretiens ont eu lieu avec des représentants de l'entreprise afin de souligner l'importance grandissante d'avoir un processus de divulgation environnemental robuste et adéquat. Cette initiative a porté ses fruits puisque, dès 2017, l'entreprise a divulgué aux investisseurs un premier rapport sur les changements climatiques sur la plateforme du CDP, l'une des références en la matière.

Ce rapport explique la manière dont T-Mobile entend réduire significativement son impact sur les changements climatiques d'ici 2020, notamment à l'aide d'une stratégie d'approvisionnement pour ses locaux commerciaux et ses centres de données en énergie renouvelable à 100%.

La société a ainsi déjà paraphé une entente d'approvisionnement de 160 MW en énergie éolienne avec Enel Green Energy et entend poursuivre dans cette voie avec des projets transitant par les réseaux énergétiques conventionnels ou directement installés sur certains sites d'activités.

Un résultat aussi rapide a été possible, car l'entreprise avait déjà entrepris des travaux sur la question dans le passé, mais en l'absence d'un processus de divulgation robuste, il demeurait difficile pour les investisseurs d'avoir accès à ces informations.

Fort de ce progrès, DGIA poursuit la conversation afin d'amener la société à produire un rapport de responsabilité sociale plus complet et selon les meilleures pratiques de l'industrie. Ainsi, bien que T-Mobile soit annuellement reconnue par l'institut Ethisphere comme l'une des plus éthiques aux États-Unis, DGIA désire néanmoins la voir en faire une meilleure démonstration par une transparence accrue. C'est un dossier que nous continuons à suivre.

Améliorer les pratiques des émetteurs, une étape à la fois

Mirova a été sélectionné pour la gestion du Fonds Desjardins SociéTerre Obligations environnementales, non seulement pour sa capacité à gérer un portefeuille d'obligations vertes, mais aussi pour sa rigueur dans la sélection des titres et l'accompagnement qu'il offre aux émetteurs pour que ceux-ci améliorent leurs pratiques.

Mirova a eu plusieurs dialogues avec des entreprises au sujet de leurs prospectus standards sur les obligations vertes au cours des dernières années. Selon ces derniers, il est possible pour ces entreprises d'utiliser les sommes découlant de leurs émissions d'obligations vertes pour leurs fins générales, les rendant ainsi inadmissibles aux fonds d'obligations environnementales de Mirova. Ce fut notamment le cas d'Iberdrola, une multinationale espagnole de services publics d'électricité et un chef de file mondial de l'énergie éolienne.

Après 2014, le prospectus de base d'Iberdrola était le même pour les obligations régulières et les obligations vertes. Mirova était préoccupée par cette situation, car le document juridique sur les obligations vertes devrait clairement mentionner que celles-ci doivent servir uniquement à financer des projets environnementaux admissibles. Elle a indiqué ce problème à Iberdrola et lui a expliqué qu'il l'empêchait de considérer ses obligations comme des obligations vertes.

En 2017, lorsqu'Iberdrola a émis de nouvelles obligations vertes, elle a également publié une version modifiée de son prospectus de base, qui a clarifié le rôle de ses obligations vertes dans ses documents juridiques. La nouvelle formulation précise que lorsque des obligations sont définies comme étant vertes, Iberdrola ne peut investir leurs produits que dans des projets environnementaux admissibles, en fonction de ses critères. Ce changement a permis aux émissions d'obligations vertes de 2016 et de 2017 d'Iberdrola d'être de nouveau admissibles aux fonds d'obligations environnementales de Mirova.

Pour Mirova, c'est un franc succès, car il est important de définir clairement l'utilisation permise des produits dans le prospectus juridique des obligations pour assurer l'intégrité du marché des obligations vertes et la confiance des investisseurs.

Cependant, Iberdrola peut encore améliorer ses pratiques, car elle est reconnue pour procéder à des émissions de dernière minute sans faire préalablement de tournées de présentation auprès des investisseurs. La tenue de telles tournées se répand de plus en plus chez les émetteurs d'obligations vertes parce qu'elles donnent aux investisseurs l'occasion d'exprimer leur opinion sur les aspects environnementaux et financiers de l'émission d'obligations, et suffisamment de temps pour se préparer avant l'émission officielle.



Sommaire des dialogues

L'ensemble de ces dialogues a été réalisé pour la gamme des Fonds et Portefeuilles SociéTerre au cours de 2017. Pour en savoir plus sur la gamme des Fonds et Portefeuilles SociéTerre, consultez www.fondsdesjardins.com/investissement-responsable

Cette annexe présente les 93 dialogues d'actionnaires menés par nos gestionnaires de portefeuille.

🎯 Cible atteinte ↑ Positif N Neutre ⚡ Interrompu ↓ Négatif					
Émetteur	Pays	Thèmes abordés	Fonds	Responsable du dialogue	Résultat
3M	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunités environnementales • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	N
Acuity Brands	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution et déchets • Opportunités environnementales • Capital humain • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↑
Alexion Pharmaceuticals	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité face aux produits et services • Pratiques d'entreprise 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Alphabet	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Capital humain • Responsabilité face aux produits et services 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Altagas	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Opportunités environnementales • Acceptabilité sociale 	Actions canadiennes Éthique NEI Spécialisé d'actions Éthique NEI	Placements NEI	⚡

Émetteur	Pays	Thèmes abordés	Fonds	Responsable du dialogue	Résultat
American Water Works	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation des ressources naturelles Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↑
Ameriprise Financial	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
Anglian Water Services Financing	Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	↑
Apple	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	🎯
Aritzia	Canada	<ul style="list-style-type: none"> Capital humain Gouvernance d'entreprise 	Spécialisé d'actions Éthique NEI	Placements NEI	↔
Asian Development Bank	Asie	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	↑
Automatic Data Processing	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Capital humain Responsabilité face aux produits et services Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
BB&T	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
Becton, Dickinson	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Pollution et déchets Responsabilité face aux produits et services Opportunités sociales 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Booking Holdings²²	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
C.H. Robison Worldwide	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
Canadian Natural Resources	Canada	<ul style="list-style-type: none"> Changements climatiques Capital humain 	Actions canadiennes Éthique NEI	Placements NEI	↔

Émetteur	Pays	Thèmes abordés	Fonds	Responsable du dialogue	Résultat
Canadian Tire	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Capital humain • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise 	Actions canadiennes Éthique NEI	Placements NEI	↔
Canadian Utilities ATCO	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Opportunités environnementales • Gouvernance d'entreprise 	Actions canadiennes Éthique NEI	Placements NEI	↔
CGI Group	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise 	Actions canadiennes Éthique NEI	Placements NEI	↔
Charles Schwab	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité face aux produits et services • Opportunités sociales 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Citizens Financial Group	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
Colgate-Palmolive	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité face aux produits et services • Opportunités sociales 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Computershare	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
Crown Castle International	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
Danone	France	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité face aux produits et services 	Actions internationales Éthique NEI	Placements NEI	↑
Deutsche Kredit Bank	Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	↑
Enbridge	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Opportunités environnementales • Acceptabilité sociale • Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise 	SociéTerre Actions canadiennes SociéTerre Environnement SociéTerre Obligations canadiennes	Desjardins Gestion internationale d'actifs	N

Émetteur	Pays	Thèmes abordés	Fonds	Responsable du dialogue	Résultat
Endo International	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Responsabilité face aux produits et services 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
Export Development Canada	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	↑
Fastenal	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	N
Fleetcor Technologies	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↓
Flight Centre Travel Group	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
Franco-Nevada	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Acceptabilité sociale • Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise 	SociéTerre Actions canadiennes SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
Financière Sun Life	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise 	SociéTerre Actions canadiennes	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
H&R Block	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
Hartford Financial Services Group	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité face aux produits et services 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Heineken	Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	Actions internationales Éthique NEI	Placements NEI	N
Herman Miller	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité face aux produits et services 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑

Émetteur	Pays	Thèmes abordés	Fonds	Responsable du dialogue	Résultat
Iberdrola	Espagne	• Gouvernance d'entreprise	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	🎯
ING Group	Pays-Bas	• Acceptabilité sociale	Actions internationales Éthique NEI	Placements NEI	↑
Intel	États-Unis	• Capital humain	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↔
Itron	États-Unis	• Gouvernance d'entreprise	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	🎯
Kemira	Finlande	• Changements climatiques • Pollution et déchets • Gouvernance d'entreprise	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↑
Kingfisher	Royaume-Uni	• Changements climatiques	Actions internationales Éthique NEI	Placements NEI	N
Kingspan	Royaume-Uni	• Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	🎯
Lassonde	Canada	• Capital humain • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise	Éthique NEI Spécialisé Actions	Placements NEI	↔
Lenzing	Autriche	• Pollution et déchets • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↑
Leon's	Canada	• Capital humain • Gouvernance d'entreprise	Spécialisé d'actions Éthique NEI	Placements NEI	↔
LKQ	États-Unis	• Gouvernance d'entreprise	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↔
Loblaw	Canada	• Capital humain • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise	Actions canadiennes Éthique NEI	Placements NEI	↔
LVMH	France	• Changements climatiques	Actions internationales Éthique NEI	Placements NEI	N

Émetteur	Pays	Thèmes abordés	Fonds	Responsable du dialogue	Résultat
M&T Bank	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
M3	Japon	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
Metro	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Capital humain • Responsabilité face aux produits et services 	Actions canadiennes Éthique NEI	Placements NEI	↔
Microsoft	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Capital humain • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Mitel	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise 	Spécialisé d'actions Éthique NEI	Placements NEI	↔
Mullen Group	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Capital humain • Gouvernance d'entreprise 	Spécialisé d'actions Éthique NEI	Placements NEI	↔
Nederlandse Waterschapsbank	Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	↑
Nestle	Suisse	<ul style="list-style-type: none"> • Capital humain • Responsabilité face aux produits et services • Acceptabilité sociale 	Actions internationales Éthique NEI	Placements NEI	↑
Netflix	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
New York Community Bancorp	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
Ormat Technologies	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des ressources naturelles • Opportunités environnementales • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Parkland Fuel Corporation	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Gouvernance d'entreprise 	Spécialisé d'actions Éthique NEI	Placements NEI	↔

Émetteur	Pays	Thèmes abordés	Fonds	Responsable du dialogue	Résultat
Pembina Pipeline	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Actions canadiennes	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
People's United Financial	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
Poland	Pologne	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des ressources naturelles • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	N
Power Integrations	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Pratiques d'entreprise 	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↑
PrairieSky Royalty	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Utilisation des ressources naturelles • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Actions canadiennes SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
Pure Technologies	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	🎯
Queensland Treasury Corporation	Australie	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	↑
Regions Financial	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
Restaurant Brands International	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Capital humain • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise 	Actions canadiennes Éthique NEI	Placements NEI	↔
Sabesp	Brésil	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise 	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↑
Sanrio	Japon	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔

Émetteur	Pays	Thèmes abordés	Fonds	Responsable du dialogue	Résultat
SBA Communications	États-Unis	• Changements climatiques	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
SEB	Suède	• Gouvernance d'entreprise	SociéTerre Obligations environnementales	Mirova	↑
Secure Energy Services	Canada	• Changements climatiques • Gouvernance d'entreprise	Spécialisé d'actions Éthique NEI	Placements NEI	↔
Sensata	États-Unis	• Pratiques d'entreprise	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↑
Sodexo	France	• Responsabilité face aux produits et services	Actions internationales Éthique NEI	Placements NEI	N
Spin Master	Canada	• Capital humain • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise	SociéTerre Actions canadiennes	Desjardins Gestion internationale d'actifs	N
Suez	France	• Pratiques d'entreprise	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	N
Suncor	Canada	• Changements climatiques • Opportunités environnementales	Actions canadiennes Éthique NEI	Placements NEI	↔
SunPower	États-Unis	• Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	N
Superior Energy Services	États-Unis	• Changements climatiques • Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
Superior Plus	Canada	• Changements climatiques • Gouvernance d'entreprise	Spécialisé d'actions Éthique NEI	Placements NEI	↔
T-Mobile USA	États-Unis	• Changements climatiques	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	🎯

Émetteur	Pays	Thèmes abordés	Fonds	Responsable du dialogue	Résultat
Trimble	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Utilisation des ressources naturelles • Pollution et déchets • Capital humain • Responsabilité face aux produits et services • Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise 	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↑
United Natural Foods	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	N
Visa	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité face aux produits et services • Opportunités sociales 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Wheaton Precious Metals	Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Acceptabilité sociale • Gouvernance d'entreprise • Pratiques d'entreprise 	SociéTerre Actions canadiennes SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↑
Windstream Holdings	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques 	SociéTerre Environnement	Desjardins Gestion internationale d'actifs	↔
Xylem	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunités environnementales • Capital humain • Responsabilité face aux produits et services 	SociéTerre Actions américaines	ClearBridge Investments	↑
Xylem	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunités environnementales • Gouvernance d'entreprise 	SociéTerre Technologies propres	Impax Asset Management	↑

Notes

1. <http://www.fondsdesjardins.com/information/politique-d-investissement-responsable.pdf>
2. Plus précisément, l'entité juridique signataire des PRI est Desjardins Société de placement, laquelle est détentrice de la gamme de produits des Fonds Desjardins.
3. <https://www.unpri.org/about>
4. https://www.fondsdesjardins.com/information/droit_vote_fr.pdf
5. <http://vds.issproxy.com/SearchPage.php?CustomerID=3564&language=fr>
6. <https://www.fondsdesjardins.com/ressources-investisseur/#onglet-publications-legales-financieres>
7. <https://www.fondsdesjardins.com/accueil/>
8. https://www.fondsdesjardins.com/information/liste_droit_vote_fr.pdf
9. Cette période de divulgation des votes est choisie en fonction des exigences réglementaires qui encadrent la divulgation de l'exercice du droit de vote par procuration des Fonds Desjardins.
10. La Loi canadienne sur les sociétés par actions ne permet pas de voter contre un administrateur, mais seulement de s'abstenir. <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-44/> consulté le 26 février 2018.
11. Notre pratique consiste à voter contre le président du conseil d'administration lorsqu'il n'y a pas de comité des mises en candidature.
12. https://30percentclub.org/assets/uploads/Canada/PDFs/De%CC%81claration_Club_canadien_des_30__FINAL_Sept_5.pdf
13. Le vote consultatif sur la rémunération des dirigeants est une pratique qui consiste à soumettre à l'approbation des actionnaires une proposition non contraignante sur le mode de rémunération des hauts dirigeants. Cette pratique ne constitue pas une obligation réglementaire, mais fait désormais partie des meilleures pratiques de gouvernance à la suite de nombreuses campagnes d'actionnariat engagé ayant été menées au Canada et aux États-Unis.
14. <http://www.climateaction100.org/>
15. <http://www.fairr.org/investor-engagements/>
16. <http://there100.org/>
17. https://30percentclub.org/assets/uploads/Canada/PDFs/De%CC%81claration_Club_canadien_des_30__FINAL_Sept_5.pdf
18. https://www.fondsdesjardins.com/information/droit_vote_fr.pdf
19. <http://www.finance-montreal.com/wp-content/uploads/2017/12/FM-Declaration-V2-FR.pdf>
20. <http://www.unepfi.org/publications/banking-publications/principles-for-positive-impact-finance/>
21. Site officiel : <https://www.eugdpr.org> (en anglais seulement).
22. Anciennement Priceline Group.

